



CONTROVERSE

✓ Juan Carlos I^{er}.
Dessin de Kap,
Espagne.

Espagne : en finir avec la monarchie ?

Les scandales qui fleurissent depuis plusieurs mois autour de la famille royale sapent sa légitimité. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en faveur d'une III^e République ou, à tout le moins, d'un débat sur cette question.

OUI

Elle est devenue un boulet pour le pays

—infoLibre Madrid

Tout récemment encore, il suffisait de suggérer d'ouvrir un débat sur une III^e République espagnole pour passer pour un fou et s'attirer un regard étonné ou apitoyé des membres de l'establishment politico-médiatique de Madrid. C'était encore plus vrai face à des politiques, journalistes et intellectuels de l'arrière-garde "félipiste" [nostalgiques de Felipe González, Premier ministre socialiste de 1982 à 1996].

Si d'aventure quelqu'un daignait justifier les raisons de l'interdit opposé à cette suggestion que vous ne proposiez que comme simple exercice intellectuel, quatre grands arguments revenaient systématiquement sur le tapis : la transition démocratique avait déjà tranché la question ; la monarchie était un système efficace pour un pays aussi complexe que l'Espagne ; elle ne coûtait pas cher au contribuable ; et, enfin, *last but not least*, Juan Carlos I^{er} avait conquis le droit de régner en paix pour avoir assuré un passage en douceur du franquisme à la démocratie et refusé de soutenir le coup d'Etat du 23 février 1981 [perpétré par des officiers de l'armée nostalgiques du franquisme].

Or il se trouve qu'au moment de la transition il n'y a jamais eu

de débat citoyen démocratique pour proposer un choix entre monarchie et république. Le rapport des forces en présence à l'époque était très largement favorable aux courants conservateurs, qui ont clairement fait comprendre aux Espagnols qu'en dehors du cadre de la monarchie incarnée par Juan Carlos I^{er} et préparée par le général Franco ils ne céderaient pas un pouce de terrain en matière de libertés et de droits. Face à pareil oukaze, le plus raisonnable était de s'incliner.

Pourtant, entre l'affaire Urdangarín [l'époux de l'infante Cristina, objet d'une enquête pour détournement de fonds publics], les chasses royales, comme la récente au Botswana [pendant que les sujets du roi se serrent la ceinture], les intrigues de Corinna [zu Sayn-Wittgenstein, maîtresse supposée du roi] et tout ce que nous ignorons encore, la monarchie est devenue un problème en soi, un boulet de plus pour cette Espagne complexe. En outre, elle revient plus cher qu'on ne veut bien



le dire, car à la liste civile que publie le palais royal il conviendrait d'ajouter plusieurs millions d'euros prélevés sur le budget de différents ministères. Enfin, à force de multiplier les faux pas, Juan Carlos I^{er} a dilapidé le capital de sympathie qu'il avait accumulé lors de la transition et du putsch du 23 février – tout au moins pour notre génération, car il n'a jamais bénéficié de ce capital pour la grande majorité des Espagnols nés après la mort de Franco, qui n'ont pas vécu ces années tumultueuses et, soit dit en passant, n'ont pas non plus eu l'occasion de voter pour la Constitution qui régit leur vie.

Si, il y a encore quelques années, nous évoquions une III^e République comme un "exercice intellectuel", nous sommes désormais de plus en plus nombreux à penser que changer la forme de l'Etat – en adaptant à l'Espagne une formule républicaine qui a fait ses preuves aux Etats-Unis, en France et en Allemagne, pour ne citer que des pays que même notre droite apprécie – pourrait être la clé de voûte de la régénération dont a besoin une démocratie espagnole manifestement améliorable.

L'Espagne ne sortira pas de la crise économique qu'elle traverse tant qu'elle n'aura pas adopté un autre modèle de production et trouvé ce qu'elle peut fabriquer pour répondre aux exigences de qualité, de rentabilité et de débouchés sur le marché mondial. L'Espagne réclame à cor et à cri une réforme de son système judiciaire. Elle a besoin de se doter de règles très strictes pour lutter contre la corruption politique, la spéculation financière et immobilière, et la camaraderie entre ses gouvernants et les grands patrons. Elle dispose d'une loi électorale inique qui favorise le bipartisme au niveau national et le nationalisme dans certaines communautés autonomes, ce qui empêche des courants alternatifs d'être représentés au Parlement.

L'Espagne a de nombreux problèmes et ils sont graves. En France, pour bien moins que cela, il y a des gens qui demandent à enterrer la V^e République pour passer à la VI^e depuis l'affaire Cahuzac. Il n'est donc peut-être pas aussi fou de suggérer qu'une III^e République pourrait permettre à cette grande nation de nations d'entreprendre enfin les réformes profondes dont elle a besoin.

Sentant le vent tourner, les conservateurs les plus malins du centre droit et du centre gauche commencent à souffler à l'oreille de Juan Carlos que, dans l'intérêt de la monarchie, il devrait abdiquer en faveur de son fils. Ce serait peut-être l'occasion de débattre de l'opportunité d'une monarchie constitutionnelle ou d'une III^e République. Un tel débat serait à la hauteur de nos problèmes et de ce que réclament et méritent nos enfants.

—Javier Valenzuela

NON

Sans elle, nous nous déchirerions

—La Razón Madrid

Être républicain, c'est à la mode : les gens de gauche trouvent cela stimulant ; ceux de droite y voient une position progressiste. La convergence de l'extrême gauche et de l'extrême droite sur cette question est curieuse. Quand on évoque la république, en Espagne, on ne parle pas d'institutions, mais d'idéologie. Tout le problème est là. Ni la monarchie ni la république ne résolvent à elles seules les problèmes des peuples. Pas plus que le fédéralisme ou le centralisme, par exemple. Les Etats-Unis fonctionnent aussi bien comme république que la Grande-Bretagne comme royaume. La France a été aussi grande avec la couronne qu'avec ses présidents. En revanche, la corruption des élites a toujours sévi en Russie, que ce soit sous les tsars, en URSS ou dans le système républicain actuel. Naturellement, on est en droit d'émettre l'hypothèse d'une III^e République espagnole, mais l'associer à un progrès institutionnel ne facilite pas le débat. "La monarchie est un anachronisme, nous dit-on, elle est antidémocratique." La monarchie n'est ni moderne ni ancienne ; elle est utile ou non, suivant les circonstances sociopolitiques. Quant à la république, elle n'est ni de gauche ni de droite. Ce n'est pas non plus un projet laïciste, comme certains le prétendent. En définitive, il s'agit seulement de décider quelle forme d'Etat est le mieux adaptée pour chaque pays. Je pense pour ma part – et chacun est libre de m'approuver ou de me contredire – que nous autres, Espagnols, avons tendance aux luttes fratricides. Et j'estime que la monarchie a fait la preuve de son extraordinaire utilité pour pallier ce défaut et nous représenter tout avec beaucoup de dignité. Quels que soient ses avantages, la république serait inadéquate sur ce point. Vous imaginez la tête d'un Espagnol de gauche qui se retrouverait avec Aznar comme président et Rajoy comme chef du gouvernement ? Je crois que la république aurait pour conséquence une multiplication des attaques mutuelles. Certes, par les temps qui courent, le spectacle n'est pas édifiant, à cause d'Urdangarín et des éléphants [l'affaire de la chasse royale au Botswana], mais je crois que nous devons espérer, aller vers l'apaisement et l'équilibre, et nous rappeler que la monarchie fait partie des rares choses qui nous ont réussi.

—Cristina López Schlichting

PARTOUT AILLEURS

ERIC VALMIR
LE VENDREDI À 19H20

en partenariat avec Courrier international

france inter LA VOIX EST LIBRE

franceinter.fr